

L'accord du 11 Janvier 2013 signé entre MEDEF / CFDT / CFTC / CFE-CGC est TOUJOURS UN MAUVAIS ACCORD QU'IL FAUT COMBATTRE, malgré son adoption par le Conseil des Ministres. CFDT, MEDEF et GOUVERNEMENT tentent de nous faire croire qu'il s'agit d'une avancée sociale

DÉBATTONS-EN



• Quand une organisation syndicale s'illusionne encore en pensant que «*quand ça ira mieux, le patron devra rémunérer les efforts des salariés*»...elle n'a qu'à demander aux salariés de Continental qui avaient accepté de baisser leurs salaires et augmenter leur temps de travail... pour au final être tous licenciés en ayant perdu pendant deux ans entre 15 à 20% de leurs revenus.

• Quand une organisation syndicale signe un accord pour réduire de 5 ans à 3 ans la possibilité pour les salariés de récupérer aux prud'hommes leurs dûs en cas de litige avec leur employeur...
Qui est gagnant ? Le salarié ou le patronat ?

• Quand une organisation syndicale signe un accord généralisant «*le CDI intermittent*» imposant au salarié des périodes de «non travail» pendant lesquelles il n'aura pas le droit de s'inscrire au chômage...
Qui est gagnant ? Le salarié ou le patronat ?

• Quand une organisation syndicale signe un accord qui légalise la mobilité à tout-va, l'employeur pouvant imposer au salarié de prendre un poste à l'autre bout du pays sans les possibilités de recours ou d'indemnisation qui existaient jusqu'à présent, avec licenciement immédiat pour «raison personnelle» s'il le refuse...
Qui est gagnant ? Le salarié ou le patronat ?

REJETONS CET ACCORD SCÉLÉRAT ET IMPOSONS UNE POLITIQUE DE RELANCE QUI PASSE PAR PLUS DE SALAIRES, DONC PLUS DE CONSOMMATIONS, DONC PLUS D'ACTIVITÉS, DONC PLUS D'EMPLOIS !

L'argent existe pour cela. Vous nous croyez pas ? Et pourtant :

Le journal financier «les echos», propriété du multimilliardaire B. Arnault écrit le 26 Février dernier : «*les liquidités accumulées par les sociétés européennes sont trois fois et demie plus importantes qu'il y a dix ans*». En France, à elles seules, 10 entreprises du CAC40 disposent de près de 75 milliards d'euros. Cette somme représente près du quart du budget national. Voici cette liste :

TOTAL : 13,16 milliards • RENAULT 11,18 milliards • EADS 10,09 milliards • FRANCE TÉLÉCOMS 8,32 milliards • VINCI 7,26 milliards • EDF 5,65 milliards • VÉOLIA 5,25 milliards • SANOFI 5,03 milliards • CARREFOUR 4,41 milliards • ARCELOR MITTAL 3,87 milliards

C'est pourtant à ces grandes entreprises capitalistes que le gouvernement fait d'énormes cadeaux, fiscaux et sociaux. Le patronat pleure que la rentabilité des entreprises diminue, relayé en ce la par des «experts» qui sont ses porte-voix. Le gouvernement paie. Les grands groupes du CAC40 bénéficient d'un taux d'imposition qui coûtera 20 milliards d'euros à l'État. ce sont les salariés qui paient la «crise» du capitalisme avec le concours des gouvernements qui se succèdent.

QUE FAIRE DE TOUT CET ARGENT ?

Pour eux la réponse est simple : investir dans les pays dits émergents à fort taux de rentabilité, augmenter les dividendes, racheter leurs propres actions.... Le journaliste des «Échos» cite le milliardaire américain W. Buffet qui vient de racheter le ketchup Heinz pour 28 milliards de dollars : «*c'est aujourd'hui que les places se prennent*». Dans tous les cas les actionnaires seront gagnants.

**ON LE VOIT :
IL EST POSSIBLE
DE FAIRE AUTREMENT !**
Il est possible
d'augmenter les Salaires,
d'investir en France,
de créer des Emplois,
de garantir le financement
de la Protection Sociale,
des retraites!

POUR CHANGER DE CAP, IL FAUT RÉSISTER !

**REJETONS TOUS LES MAUVAIS COUPS COMME L'ACCORD DU 11 JANVIER
QUI AMÈNENT TOUJOURS PLUS D'AUSTÉRITÉ, DE MISÈRE,
à l'image de ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal...**

**CASSONS ENSEMBLE CE CERCLE VICIEUX
ET IMPOSONS UNE POLITIQUE SOCIALE PORTEUSE D'AVENIR !**